

DEUX JOURS APRÈS LE DÉBUT DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Les numéros attribués hier aux partis politiques

Le tirage au sort pour l'attribution des numéros des bulletins de vote aux partis politiques en lice pour la campagne électorale a été effectué, hier, par la Commission nationale de surveillance des élections législatives (CNSEL). Les membres de la commission ont mis en évidence, en marge de l'opération, les retards enregistrés dans les opérations de tirage au sort et qu'ils ont imputés au ministère de l'Intérieur.

F-Zohra - B. Alger (Le Soir) - Alors que la campagne électorale est lancée depuis deux jours, les partis politiques en course pour les élections législatives ont connu hier les numéros qui leur ont été attribués pour l'opération au niveau national. Ce retard qui a suscité le courroux des partis politiques avait déjà été enregistré pour ce qui est du tirage au sort pour le passage à la radio et à la télévision. Opération qui a été effectuée ce samedi soit la veille même du lancement de la campagne électorale. Les représentants des partis politiques ont expliqué en marge de l'opération de tirage au sort

que certains d'entre eux seront pénalisés par ce retard, d'autant plus qu'ils ont, pour la plupart, dû faire leurs affiches en prévision de la campagne. Le souci pour la plupart d'entre eux étant que les électeurs se familiarisent avec le numéro qui leur a été attribué, en prévision du jour du scrutin. L'opération a eu lieu en présence des représentants des partis en course et d'observateurs étrangers dans une ambiance bon enfant. S'exprimant en marge de l'opération, M. Seddiki président de la Commission nationale de surveillance des élections a déclaré que la commission n'a reçu que la veille la



Photos : Samir Sid.

correspondance du ministère de l'Intérieur concernant le tirage au sort. Sur place les représentants des partis ont exprimé leur désappro-

bation et condamné le «travail de dernière minute imposé par l'administration. » Ils mettront en évidence le fait que certains partis politiques

ont déjà fait imprimer leurs affiches et devront les refaire en vue d'y préciser leur numéro. Certains suggéreront de juste y ajouter des autocollants avec le numéro dessus en vue de s'assurer un gain de temps et d'argent. Après désignation des numéros des partis, le président de la CNSEL expliquera que les candidats indépendants seront classés par ordre alphabétique et selon la date de dépôt de leurs dossiers. Par ailleurs, M. Seddiki précisera que sur la feuille de vote, figurera le numéro, le nom du parti politique ainsi que le candidat tête de liste. Ceci alors que le nom du parti pourra être imprimé sur la feuille de vote dans les deux langues, selon le président de la Commission de surveillance. Le tirage au sort a attribué le numéro 1 au Parti pour la liberté et la justice (PLJ) et le numéro 45 pour le Mouvement national pour la nature et le développement.

F-Z.B.

Elections et scolarité de nos enfants

Vu les moyens dont nous disposons pour nous informer : presse écrite, télévision, internet ...il n'est pas difficile même pour un profane d'avancer des thèses pertinentes pour expliquer les situations tant sur le plan économique que politique. Facile de déceler dans le jeu des pays de l'Otan la volonté d'abattre les régimes iranien et syrien pour la sécurité de l'Etat sioniste, avec l'aide diligente du Qatar et de l'Arabie saoudite, soucieux tous deux de préserver la longévité de leurs régimes, facile de deviner leur dessein de déstabiliser l'Afrique et en particulier le Maghreb, facile aussi de deviner leurs finalités. Cependant, et c'est là où réside mon propos, dès qu'il s'agit de notre pays, la lisibilité n'est plus de mise, nous n'arrivons pas à décrypter les motivations de ceux qui nous gouvernent. Ainsi, on nous informe que les élections du 10 mai prochain vont entraîner l'arrêt des cours le 30 avril pour les classes de terminale, les examens de fin d'année scolaire auront lieu entre le 20 et le 24 mai, le baccalauréat à partir du 3 juin.

Pourquoi ? Qu'on m'explique pourquoi, au nom du déroulement somme toute banal d'élections législatives, tous les enfants algériens vont perdre l'occasion de s'instruire davantage, de mieux assimiler leur programme et terminer en queue de poisson une année scolaire qui, ailleurs, prend fin le 30 juin ? Pourquoi, chaque année, pour des motifs divers allant d'une élection à un festival de la jeunesse, le programme de nos futurs bacheliers (ils le seront en vertu d'un adage à consacrer au sein de l'école algérienne : moins on en apprend plus on en sait) est-il raccourci, tronçonné, défiguré, replâtré, et, je cite : «Les cours arrêtés en fonction du programme de référence» ? Pourquoi, les élèves algériens ont-ils besoin de disposer qui de cinq jours, qui d'une semaine pour assimiler des cours» qu'ils sont censés réviser donc déjà posséder ? Nous avons un début de réponse que la Fédération des parents d'élèves devrait méditer : pour fabriquer un citoyen limité, docile par ignorance, soumis par incapacité, inapte à comprendre ce que l'on fait de lui et pourquoi, hargneux et malheureux, il faut accepter la facilité.

Alger le 10 avril.
Leïla Benlabeled,
enseignante et écrivaine

Erratum

Quelques erreurs se sont glissées dans le texte de Badr'Eddine Mili intitulé «On l'appelait le Frère Militant» et publié dans notre édition d'hier.

Il fallait lire :

- Tout un symbole ... Le même qui l'inspirait
- Une commission présidée par Mohamed Boudia et non par Mohamed Boudiaf
- Cela a-t-il changé quoi que ce soit au sort des peuples livrés par les anciens colons à leurs dirigeants corrompus, «les masques blancs des peaux noires» ?
- «Les Miroirs aux Alouettes» : 1^{re} partie : Au pays du «Frère militant».

Toutes nos excuses à nos lecteurs et à l'intéressé.

BOUGUERRA, AKOUCHI ET REBIAÏA À CONSTANTINE

Unis pour une nouvelle Constitution

Le contexte éminemment politique du premier jour de campagne électorale a été totalement éludé par les trois leaders de l'Alliance verte. Hasard du calendrier oblige, le triumvirat de l'Alliance islamiste redécouvre le legs de Abdelhamid Benbadis, dans sa ville et à la veille des célébrations officielles commémorant la mémoire du fondateur de l'Association des oulémas.

Est-ce à dire que «l'évènement» était propice à la réappropriation, sans risque, de sa pensée, son triptyque et sa clairvoyance ? L'exercice aura été harassant pour les présents qui ont eu droit à des oraisons d'encensement prêtant aux préceptes du cheikh, leur raison d'être dans le giron de la chose politique. En somme, leur meeting constantinois dans la soirée de dimanche n'aura valu dans ce premier face-à-face de campagne avec les électeurs potentiels que par l'évocation mielleuse de Benbadis. Heureusement qu'il y a eu pour les nombreux journalistes venus couvrir le baptême du feu de la campagne de l'Alliance verte, ce point de presse improvisé juste avant que Bougherra, Akouchi et Rebiaïa rejoignent la

scène de la salle de l'ex-UP (université populaire). Là au moins, quelques lignes conductrices du programme de campagne électorale de l'Alliance furent évoquées par le trio islamiste qui ambitionne de réviser la Constitution s'il est porté majoritaire dans la future Assemblée. Plutôt chef de file que coleader, Bouguerra est le premier à prendre la parole pour dire que l'Alliance a surpassé les programmes partisans en élaborant un programme digne d'un Etat et qui couvre tous les secteurs. «Nous nous sommes inspirés des programmes des trois partis en faisant appel à l'expertise d'éminents spécialistes et à des opérateurs économiques pour homogénéiser nos points de vue et les fondre dans un programme global». La campagne, elle, s'articulera à ses dires, sur cinq points focaux à savoir : une nouvelle Constitution, un citoyen coopératif, une économie croissante, une société aisée et une diplomatie active. Des thèmes génériques qui sont explicités en 43 axes et 718 dispositions, selon lui. Le leader du MSP ajoutera que par sa démarche «l'Alliance de l'Algérie verte aspire à mettre les bases de sa propre expérience et refuse de s'inspirer ou d'importer des modèles tunisien, égyptien, marocain ou libyen». Un program-

me qui est basé, selon Hamlaoui Akouchi «d'abord sur l'identification des problèmes avant d'émettre des propositions et des dispositions à même de redresser la situation à commencer par la loi fondamentale, car nous aspirons à l'instauration d'un régime parlementaire. Aussi, la nouveauté dont nous sommes fiers est l'Alliance en elle-même puisqu'il s'agit d'une première en Algérie, voire même dans le monde arabe».

Fateh Rebiaïa pense de son côté que l'Algérie est à la croisée des chemins et n'a d'autre choix que l'option du changement par l'urne. A défaut, «le pays risque de sombrer dans l'anarchie, le désordre, l'ingérence étrangère et la spoliation de ses biens. C'est pour cela que nous œuvrons pour une révolution qui passe par l'urne et tout échec incombe aux parties responsables de l'encadrement de l'opération de vote, notamment l'administration et la justice qui sont aujourd'hui devant un examen capital». Et de prévenir que les partis de l'Alliance islamiste assumeront leurs responsabilités tant qu'ils auront le soutien du peuple si sa volonté venait à être confisquée, exhortant celui-ci de voter pour éviter que l'on vote à sa place et en son nom.

K. G.

Carnet de campagne

négligeable au regard du nombre de listes. Moins heureux, le Parti de la nature et de développement se classe bon dernier.

Revoilà l'affichage sauvage

Visiblement, les affiches électorales ne sont pas la priorité pour un grand nombre de partis politiques. Les panneaux d'affichage restent désespérément vides à Alger. Dans certaines communes, seuls deux ou trois panneaux sont occupés sur les trente-huit. Les premiers actes de sabotage ont, quant à eux, commencé. Des affiches placardées la veille ont été arrachées. L'affichage sauvage a, lui, commencé. Certains partis ne se sont pas contentés des emplacements qui leur ont été attribués, débordant allègrement sur ceux de leurs concurrents.

Salles délabrées pour partis en colère

Tous les partis ne sont visiblement pas logés à la même enseigne. Certaines APC n'ont aucun scrupule à mettre «à disposition» des candidats des salles délabrées pour la tenue des meetings. Le PLJ en a fait l'expérience à Boghni. Mohamed Saïd y a découvert une salle sans chaises et avec des flaques d'eau à l'intérieur. Il a dû reporter son meeting.

Un choix pas fortuit

L'affiche choisie par le tête de liste de l'Alliance verte à Alger n'a pas laissé indifférent. On y voit, en effet, Amar Ghoul sur fond vert avec en arrière-plan la voie menant du plateau des Annassers à El Madania, une référence directe aux réalisations du candidat qui, visiblement, mêle activités ministérielles et ambitions électorales.

La commission traque les langues étrangères

Première réaction de la Commission de surveillance des élections après le lancement de la campagne électorale. La commission de Seddiki prend son rôle très au sérieux. Elle vient d'épingler le parti de Amara Benyounès.

Que lui reproche la commission ? La CNSEL, faisant une lecture très stricte de la loi, rappelle à l'ordre Benyounès, qui s'est exprimé en français lors d'un meeting !

Cherif Abbas menace

Le ministre des Moudjahidine met en garde. Il interdit aux candidats d'utiliser la célébration du cinquantenaire de l'Indépendance lors de leurs meetings. Chérif Abbas avertit : il saisira la Commission de surveillance électorale si des candidats se saisissent de thèmes relatives à la date du 5 Juillet. Les voilà avertis !

RAJ ne marche pas

Le rassemblement Action Jeunesse, connu pour être proche du Front des forces socialistes, ne s'est pas aligné sur la position de ce dernier.

Il n'appellera ni à la participation ni au boycott des élections législatives du 10 mai prochain, mais a opté pour une étude sur le rôle et la place qu'occuperont les jeunes dans les élections et leur impact.

La faute à la commission ?

L'absence d'affiches serait en grande partie due au retard pris dans l'attribution des numéros des bulletins de vote.

Certains partis affirment n'avoir même pas fait le tirage des affiches, car en attente d'y ajouter le numéro qui ne leur a été attribué qu'hier.

La commission se dédouane, considérant que c'est la polémique au sujet du bulletin unique qui est à l'origine de ce retard.

Nawal Imès